

VENDREDI 15 OCTOBRE 1948

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOLIN, 145 Quai de Valmy,
Paris-10^e

C.C.P. 5561-78

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs
et la dernière bande

Le numéro : 10 francs

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

DANS LA BAGARRE

LES grèves s'étendent, la classe ouvrière se raidit. La colère populaire monte.

Pendant ce temps, le Gouvernement prend des mesures de répression, de provocation plus exactement, tandis que les chefs et les bureaucratiques politiciens se livrent aux calculs d'état-major. Peu leur importe l'intérêt ouvrier, qui se confond avec l'intérêt général. La réaction traditionnelle, du Figaro à l'Aurore, hantée par la peur de ses rivaux staliniens, appelle les solutions de force. De Gaulle laisse mûrir la situation. Les pseudo-socialistes, émasculés par trente ans de compromissions, achèvent de se déshonorer en appelant la force de l'Etat contre les travailleurs.

Quant aux Staliniens, leur but est clair : créer assez d'agitation stérile pour nuire au Gouvernement, au plan Marshall, à la présence de l'O.N.U. Peu leur importent, à côté de cela, les sacrifices des travailleurs.

Mais l'erreur des uns et des autres, des conservateurs classiques et de la néo-bourgeoisie stalinienne, c'est d'oublier les capacités de lutte et de prise de conscience des masses, c'est d'être aveuglés par leur fausse science sociale, c'est d'être empêtrés dans leurs combinaisons machiavéliques et de ne plus rien voir d'autre.

Or, justement, s'il est vrai que les Staliniens n'ont dans les grèves qu'un but politique, il est aussi vrai que les travailleurs n'entrent pas en grève pour les défendre, mais pour défendre leurs conditions d'existence.

Les ouvriers ne se battent pas pour ou contre le plan Marshall, pour ou contre Staline, ils se désintéressent même de plus en plus des revendications étiquetées des centrales syndicales ; ils se rendent bien compte d'un fait : toute augmentation partielle des salaires est absorbée par l'augmentation du coût de la vie.

Dès que la lutte se généralise, et dans la mesure où nous sommes présents dans le combat avec les solutions révolutionnaires de notre Fédération, les travailleurs se tournent vers nous, et c'est presque naturellement que l'idée de grève gestionnaire généralisée fait son chemin.

Nous ne disons pas que la Révolution est faite. Nous affirmons cependant que dans une période où les processus économiques se déroulent à une vitesse déconcertante, l'immense masse des exploités se détournent des palliatifs syndicaux et cherche autre chose.

Le meilleur moyen de battre, sur le terrain qu'ils ont choisi, les chefs staliniens trahisseurs aux intérêts ouvriers, c'est de les déborder, de les dépasser. Le peuple en est capable si nous sommes, dans les syndicats et par nos groupes, les ennemis résolus des politiciens et les propagandistes des solutions révolutionnaires.

Ce ne sera pas encore cette fois, peut-être, la dernière bataille. Mais nous serons mieux armés et nous aurons ouvert les yeux de nos frères ouvriers pour les combats à venir.

Vive la grève gestionnaire !

LE CRIME de Madagascar

Six hommes, six hommes de couleur, viennent d'être condamnés à mort à Tananarive par une cour de justice française.

L'appareil judiciaire s'était déplacé, voici quelques mois, avec le céramonial d'usage. La grande presse nous a tenu au courant, jour après jour, du déroulement de l'affaire. Beau procès, si l'on en croit « Le Monde », « procès démasqué », dont les débats enregistrés par la sténopée représentent quelque deux mille cinq cents pages de lecture. 350.000 feuilles de papier, tandis que la seule organisation matérielle des locaux du tribunal coûte à l'Etat un minimum de 4.200.000 francs.

Et le correspondant du « Monde » se félicite « du caractère de parfaite dignité dont furent emprunts de bout en bout les débats ». A elle seule l'attitude irréprochable du président Laget méritait cet hommage tacite, cette collaboration des spectateurs autant que le respect des accusés. Aucun de ceux-ci d'ailleurs ne bronchera durant la lecture de l'arrêt. La tête baissée sur la poitrine, les mains sur la ceinture, Ravaohangy, vêtu de noir, gardera la posture d'un homme en prière ; Rasela, lui, regard toujours vif derrière ses lunettes de métal, penchera la tête dans un geste d'attention curieuse, pendant que son voisin, Rahemanana, mains puis bras croisés, n'aura qu'un clintement rapide des paupières. A côté de Ranaino toujours raide, Rahavelo mains jointes dans le dos, le ventre bombé, lèvera le menton pour diriger vers la Cour son regard mi-clos de myope. L'irrascible Tata Max, légèrement avancé et tourné de biais, écoutera calmement mais intensément la lecture du président qui dura vingt minutes... ». Ainsi parle « Le Monde ».

Quant à moi, il m'est impossible de conserver le calme des accusés. Ma main tremble, j'ai envie de crier, de me précipiter dans la rue, de faire quelque chose. Peu m'importe de savoir si les condamnés étaient des parlementaires, des nationalistes, des antifrançais.

Tout ce que je sais, tout ce qu'il me suffit de savoir, c'est que six hommes vont mourir, parce qu'ils ont, D'ABORD commis le crime d'être des colonisés,

(Suite page 2.)

Loi d'airain et allocations familiales

JE viens de prendre connaissance de la déclaration publiée par l'Union Nationale des Associations Familiales. Ce texte caractérise les tendances réactionnaires qui menacent les travailleurs : réduire au minimum strictement indispensable le pouvoir d'achat des masses laborieuses.

En effet, que proposent ces nouveaux messes ?

Oh, c'est bien simple : tout d'abord, pas d'augmentation des salaires mais une augmentation des allocations familiales.

On reconnaît bien là cette fameuse « loi d'airain » jadis définie par Lassalle : « un ouvrier moyen ayant des charges moyennes reçoit un salaire qui lui permet de produire et de se reproduire ».

A l'époque où Lassalle énonçait cette

loi, elle ne fonctionnait encore qu'à peu près : deux ouvriers effectuant le même travail dans une même entreprise, pouvaient toucher, à peu de chose près, le même salaire ; si l'un d'eux, père de 3 ou 4 ou 5 enfants, pouvait, en se privant, amener sa progéniture à l'âge où elle-même deviendrait de la viande à produire, son camarade, célibataire ou père d'un seul ou de 2 enfants, pouvait, avec le même salaire, s'assurer une existence un peu moins misérable ; il touchait donc plus que le strict minimum vital. La loi d'airain des salaires se trouvait ainsi en défaut. Aussi déjà cherchait-on à pallier à ces « tentatives d'évasion » : salaires variables, primes d'ancienneté, etc..., et l'hypocrate charité, en paraissant éléver les ressources des familles, aboutissait

en réalité à rabaisser le plus possible le standard de vie moyen jusqu'aux environs du plus strict minimum !

Nous sommes au siècle de la rationalisation, de la taylorisation. Et nos esclavagistes modernisés ne peuvent tolérer qu'une réduction des travailleurs améliore son sort en refusant de participer à l'augmentation du cheptel humain.

Le système des allocations familiales constitue aux mains du patronat, capitaliste ou étatique, le meilleur instrument d'écrasement des salaires de base, pour les réduire à ce strict minimum vital.

Le salaire permet alors au travailleur de produire ; les allocations familiales lui permettent de se reproduire ; telle est la nouvelle loi d'airain rationalisée qui s'apprête à s'apprécier sur la nuque des travailleurs

Bien sûr, on ne manque pas d'arguments spécieux pour dupper l'opinion publique.

Il s'agit là, prétendent nos jésuites cléricaux ou pseudocléricaux, de l'application du grand principe de solidarité : N'est-il pas juste que les enfants soient à la charge de la communauté ?

Solidarité ? D'accord, mais la solidarité ne peut être volontaire, entre égaux, et non imposée. La solidarité ne consiste pas à accepter ensemble, avec la même résignation, la même misère ; elle consiste encore bien moins à imposer à ses camarades de chaîne, uniquement, des charges qu'ils n'ont pas voulues, que l'on aurait pu soi-même éviter, qu'on a accepté souvent par négligence, par peur ou même par calcul !

(Suite page 4.)

Les mutins du pénitencier DE LA VIERGE ont retrouvé leur « calme »

(Communiqué de la Presse)

Des hommes enfermés se sont révoltés ! Des hommes enchaînés ont essayé de respirer l'air pur ! La presse nous apprend que l'ordre est revenu, que le pénitencier a retrouvé son calme !

Le calme !!! Le calme d'une prison en effervescence ! Le calme après la tempête !... Le calme !

Les pantoufliers du stylo s'imaginent-ils ce que représente ce calme ?...

Des coups de trique... des journées sans gamelle... des cachots noirs...

De la misère, de la souffrance... du désespoir devant la répression...

Le calme !!! le calme du bourgeois, de l'indifférent, le calme du lâche jamais atteint dans sa quiétude, par la saineté de la révolte.

Mais si bas que soient tombés les hommes, la conscience humaine se révoltera toujours contre de tels procédés.

MONTLUC.

LE RIDEAU DE F.R. SE LÈVE :

A l'O.N.U. le camarade V.Y. CHINSKI et Sir ALEXANDER CADOGAN s'entre tiennent de la civilisation atomique...

...Coup de foudre



LA COLERE des « Gueules Noires »

De notre envoyé spécial

La grève totale qui paralyse la contrée, entre Douai et Lille n'a pas sensiblement altéré la physionomie morale et sale des petites localités qui se pressent en rangs serrés tout au long de la ligne qui relie Paris à Bruxelles. A peine si la place du village, lieu de rencontre de la population désœuvrée et qui reste dans ces localités du Nord, l'endroit où l'on cause, la journée de travail accomplie, est plus animée que d'habitude ; les jardins qui entourent les maisons aux murs noircis par la poussière de charbon peuvent seuls révéler aux non initiés, le drame qui se déroule. Le propriétaire sarcale, désherbe, s'affaire, profite des loisirs que lui procure cette grève pour apporter un peu d'harmonie dans l'ordonnance des plans.

Libercourt n'échappe pas à cette physionomie particulièrre aux jours de grève comme aux jours de fête.

Libercourt n'échappe pas à cette physionomie particulièrre aux jours de grève comme aux jours de fête.

Pourtant, il suffit de gagner le carreau des puits, surveillé par des piquets de grève occupés à d'interminables et passionnantes parties de palets pour comprendre tout ce que la sérénité des « corons » a de relatif.

Chaque arrivée de grévistes venant aux nouvelles est le prétexte à des discussions passionnées. Personne, et nos camarades moins que les autres, ne met en doute la sincérité du référendum (1) qui a déclenché le mouvement.

Ici, rendus méfiants, des camarades de la Fédération anarchiste ont assisté à toutes les opérations et m'ont affirmé la parfaite correction de leur déroulement. 80 % des mineurs ont voté la grève, et les abstentions ne représentent que le déchet habituel à ce genre d'opérations. Cette majorité reflète bien la colère unanime qui règne ici, colère dont « l'objet indéfinissable » semble englober l'humanité tout entière. Celle contre le gouvernement et ses impôts, colère contre l'Etat-patron et ses méthodes, colère contre les classes dirigeantes et leur exploitation, colère contre le prix de la vie, colère contre le marché noir, colère contre les centrales syndicales concurrentes, colère contre la sienne, colère contre le parti, colère contre les autres, colère contre soi, colère qui prend sa source dans le sentiment d'avoir été la dupé et de n'y rien pouvoir, de n'y rien comprendre, dans le sentiment d'impuissance à déterminer nettement la cause même de cette colère.

Colère froide, levain de grands mouvements, colère susceptible au moindre incident d'embraser tout le bassin.

La venue de la Fédération anarchiste a encore ajouté un élément de plus aux discussions déjà copieuses qui règnent autour des puits dévastés.

Nos camarades ont conscienceusement fait leur travail et notre meeting a été annoncé à grands renforts de tract et d'affiches.

A bord désespérés, les hommes du Parti staliniens ont réagi. Rien n'a été négligé pour saboter notre manifestation. Défense « aux initiés » d'y assister, calomnies de nos positions au sujet de cette grève. Enfin, organisation à la même heure et non loin de la nôtre d'une réunion d'information cégétiste destinée à rendre compte aux grévistes des pourparlers en cours. Comme par hasard, sans que paraît-il, personne n'y soit pour rien, toutes nos affiches ont été lacérées.

Dans cette atmosphère de fièvre, la colère de nos camarades a éclaté. Des paroles dures aux politiciens ont été prononcées, un avertissement solennel, le dernier, a été donné aux admirateurs des méthodes de force.

Malgré ce sabotage systématique, notre conférence a réussi suffisamment d'autodéfense pour que les méthodes d'action préconisées par nous alimentent les conversations des jours qui vont suivre.

Le désarroi qui semble régner quant aux possibilités concrètes du mouvement délie les langues.

C'est tel mineur, membre du Parti qui s'étonne que Léon Delfosse, ancien directeur des Houillères, n'ait pas, après son licenciement, rejoint son travail à la mine et continué, bien qu'il n'ait plus de fonction, à rouler en traction avant.

C'est tel autre qui s'indigne que des militants à la pointe du combat au cours de la dernière grève n'aient point bénéficié de la solidarité parce qu'ils n'appartenaient plus à la C.G.T., c'est tel groupe de militants appartenant à ce qu'ils nommaient autrefois avec ferveur « Le Parti », déclarant que celui-ci s'est embourgeoisé et que dorénavant ils entendaient appartenir au seul parti révolutionnaire, le « parti anarchiste ».

C'est tel délégué d'un puits, sentant le terrain mouvant sous ses pieds, protestant n'être pour rien dans le sabotage de notre conférence. Les mineurs que nous avons pu toucher, sentent comme nous, que les revendications de leur cahier sont insuffisantes. Leur volonté de lutter jusqu'au bout relève plus de l'exaspération que de la confiance en la

concréatisation de la victoire, en résultats positifs.

La présence permanente de la F.A. A. parmi eux les aidera à dissiper les équivoques, à dégager du fracas actuel les grandes lignes de la solution possible : la mine aux mineurs, la gestion directe remplaçant l'Etat-Patron, la grève gestionnaire, autant de formules propagées par nos militants, reprises par tous ces travailleurs qui nous connaissent mal, mais qui nous font confiance, dont la pénétration dans les puits dissipera la confusion des buts.

(1) Une erreur d'informations nous a fait mettre en doute la sincérité du référendum. Nos camarades anarchistes participant à la bataille ont remis les choses au point.

QUEUILLE dans les choux

La politique intérieure française étant si strictemen subordonnée à la politique étrangère, il est parfois difficile de l'examiner isolément.

Ce qui se passe aujourd'hui en France a ses tenants et ses aboutissants à la Kremlin et à Washington, et c'est à la lumière des tractations diplomatiques que l'on peut, dans une certaine mesure, éclaircir l'imbroglio des faits économiques et politiques.

La France fait partie, bon gré mal gré, du bloc occidental et bénéficie de l'aide

américaine. Mais, pour que cette aide puisse être efficace il est nécessaire que la stabilité financière et, partant, économique soit réalisée. Certaines informations laissent d'ailleurs entendre que si les troubles sociaux et l'inflation se perpétuent, les Américains seraient amenés à supprimer sinon diminuer fortement leurs crédits.

Le gouvernement actuel sait parfaitement que cette stabilité financière ainsi que la paix sociale ne peuvent apparaître dans le cadre du semi-libéralisme.

Des mesures de force apparaissent de plus en plus inévitables.

Or, la hausse des prix et la chute du franc, résultant de contradictions de plus en plus fortes, augmentent la misère des travailleurs et créent un climat favorable à l'instauration d'une politique de force.

Ce sera sur cette politique que s'affirmera, dans un avenir peut-être assez rapproché, la vie financière et économique. On parle déjà beaucoup de cette fameuse monnaie de compte préconisée par Reynaud et probablement adoptée par Queuille.

(Suite page 2.)

Le Carnaval de la semaine

LE GAI SAVOIR

L'administration de la Cité universitaire augmente ses tarifs. Les repas passent provisoirement de 50 à 60 francs. Queuille et le prix des chambres grimpent de 1.800 à 2.400 francs.

pour se délasser de l'étude du bacille

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Défense nationale

La grève des transports fait des victimes. Les trains ministériels qui seuls succèdent fréquemment passent tous au complet laissant au bout duquel le gros camarade Thorez et ses amis. Ah ! comme il semble loin de ces pieds patriotes courageux et clairvoyants, le portant du « gouvernement d'union démocratique ».

Ni Marie, ni Schuman, ni Queuille n'ont voulu faire revivre le tripartisme. Et pourtant...

C'était l'heureuse époque où tous les Français, c'est-à-dire une vingtaine de ministres étaient d'accord. Où l'armée, cette sainte chose avait à sa tête une trinité de dirigeants. Ah ! que mon grand camarade Tillon avait bonne mine en ministre des armements. La vraie France était alors très résistante ; elle s'était hélas depuis un peu filochée sous les tiraillements de l'oncle Truman et du petit père Staline.

Or tous les Français, c'est-à-dire la vingtaine de ministres et de ministrat-

bles sont toujours d'accord sur bien des points : défense de la monarchie, défense de la hiérarchie, défense des classes moyennes, de l'industrie et du commerce, défense d'augmenter par trop les salaires. Il n'y a que sur la défense nationale qu'ils sont en désaccord.

Et ce sera notre gloire à nous de restituer l'étamine du drapeau en proposant nos solutions pour la défense de la patrie.

Le lieu d'une armée, proposons-en deux. Puisque les Américains nous offrent si gentiment quelques divisions blindées et quelques avions à réaction, la première armée française attendrait d'une bande molletière intrépide les hordes d'invasion « boches » et si elles se présenteraient, les merveilleuses modèles 88 modifiées en vendémiales et nos invincibles poitrines feraien leurs ravages ha-

bles sont toujours d'accord sur bien des points : défense de la monarchie, défense de la hiérarchie, défense des classes moyennes, de l'industrie et du commerce, défense d'augmenter par trop les salaires. Il n'y a que sur la défense nationale qu'ils sont en désaccord.

Et ce sera notre gloire à nous de restituer l'étamine du drapeau en proposant nos solutions pour la défense de la patrie.

Sur les rives de l'Atlantique, maréau et faufile en main, les généraux Thorez-Duclos avec sur les lèvres ce goulouer retrain : « Mourir pour la Patrie c'est le sort le plus beau », guetteraient d'une tripe hypergonfée les hordes d'invasion « boches » et si elles se présenteraient, les merveilleuses modèles 88 modifiées en vendémiales et nos invincibles poitrines feraien leurs ravages ha-

bles sont toujours d'accord sur bien des points : défense de la monarchie, défense de la hiérarchie, défense des classes moyennes, de l'industrie et du commerce, défense d'augmenter par trop les salaires. Il n'y a que sur la défense nationale qu'ils sont en désaccord.

Et ce sera notre gloire à nous de restituer l'étamine du drapeau en proposant nos solutions pour la défense de la patrie.

Mais les 400 milliards de « défense nationale » croyez-vous que c'est intelligent ?

Pour la traversée de l'Atlantique, ils emporteront avec eux des pommes de terre en robe des champs, des flocrons

Le Carnaval de la semaine

(Suite de la 1^{re} page)

Elle s'est élevée contre les hommes trop nombreux qui, guidés par l'intérêt ou l'esprit partisan, ou par des considérations politiques, qui raisonnables, trahissent les finances publiques.



que avec plus d'ardeur et d'assurance que de compétence » et qui « biaissent le peuple dans son sens du juste et de l'injuste ! »

La Sainteté songeait, sans doute, à un certain Monsieur qui, il y n'a pas si longtemps, tripotait le tiroir-caisse du Vatican avec une relâcheuse ! Ce Monsieur avait de hautes considérations sentimentales pour les pépées !

LA VIE EN ROSE

Quatre jeunes sorites venus du Cameroun sont allés rendre visite à leurs collègues parisiens du Jardin des Plantes. Après avoir passé une nuit dans une chambre d'hôtel à Dakar, ils avaient pris l'avion pour Paris.

Ils sont attendus au Zoo de Chicago, où pourtant ils seront interviewés par les journalistes.

Pour la traversée de l'Atlantique, ils emporteront avec eux des pommes de terre en robe des champs, des flocrons

d'avocine, de la laitue, des carottes, du sucre de lait, des raisins, des pêches et des mangues.

— De son côté, M. Winston Churchill, après d'excellentes vacances sur la Côte d'Azur, grâce auxquelles il a pu admirer de quelques paysages sa collection de peintures, a résidé à Londres. Ses mémoires sont considérablement avancés.

UN PRINCIPE LENINISTE

Le camarade-conseiller d'ambassade Pavlov a dit, samedi dernier, à Londres : « Un des principes fondamentaux de la politique étrangère soviétique, formulé par Lénine, est fondé sur la coopération entre Moscou et les régimes capitalistes ».

Le camarade parrot-il, narrant du que tu ne sais de whisky, ce qui donne à ses paroles un certain poids.

Les financiers de la City en sont restés comme deux ronds de flan.

Pau! Reynaud, Ramadier, Queuille, Juin, Moch ont été également très étonnés d'avoir obtenu, sans le savoir, un des principes fondamentaux du Léninisme : la coopération entre les régimes capitalistes.

INDEX ET POING LEVÉ

— L'Osservatore Romano, organe officiel du fascisme, récemment annoncé que les autorités de Son Excellence le marchand-comrade Staline étaient mis à l'index. interdits.

— Les bolcheviques n'ignorent pas que le libéralisme, et même le semi-libéralisme est condamné, que seul un système financier du type hitlérien a des chances de survie.

Or, le chaos économique est toujours dangereux. On ne sait pas ce qu'il peut provoquer ! Mieux vaut un Gaulle, un Franco, un Thorez étant pour le moment exclu.

Ils ont autant, sinon plus, d'intérêt que les Américains à la reconstruction industrielle de l'Europe et veulent, eux aussi, participer au partage du gâteau yankee afin d'être prêts pour la guerre.

C'est pourquoi cette double manœuvre est dangereuse. On ne sait pas ce qu'il peut provoquer ! Mieux vaut un Gaulle, un Franco, un Thorez étant pour le moment exclu.

Il a été recommandé de ne pas faire de la guerre à la hâte sur le bouchon.

— Pour le reste, la guerre devient inévitable, ils apparaissent comme des « libérateurs » !

Reste à savoir si les événements économiques-politiques ne seront pas plus forts ? Parfois les plans les mieux conçus

ne sont pas recommandés.

Envoyer les fonds à Joulin Robert, 145, quai de Valmy, Paris, C.C.P. 5551-76.

LE CHAT BOTTE

NOTE DE LA RÉDACTION

A la suite de la demande de nombreux lecteurs, nous avons repris notre ancien titre de rubrique : « CARNAVAL DE LA SEMAINE » au lieu de « AU FIL DES JOURS »

Abonnez-vous

au LIBERTAIRE

L'INDISPENSABLE RÉVOLUTION de Gaston LEVAL

(Robert LEFRANC)

Ce livre, attendu par tous, est en vente au « Libertaire ». Un volume, 285 pages, 160 fr.; France 200 francs.

DE L'AJISME A L'ANARCHIE Sport et Ajisme

Où l'activité utilitaire, l'enthousiasme, le goût de l'aventure, sont les qualités qui caractérisent la jeunesse. Malheureusement les moyens d'existence de notre monde capitaliste ne permettent guère aux jeunes salariés de donner libre cours à cette heureuse et naturelle tendance. Les congés sont réduits à dessous, les transports sont hors de prix, les hôtels sont financièrement interdits, etc.

Ainsi, la connaissance du monde leur est en grande partie interdite. Il reste aux jeunes le sport. Le sport dans sa conception actuelle, c'est-à-dire officielle, politique, hiérarchique. Ou chacun possède sa licence du commandement : présidents, vice-présidents administrateurs, etc... qui, comme il bien entendu, sont tous décorés ou attendent de l'être. Dans certains sports on voit déjà des joueurs achetés pour plusieurs millions. C'est le retour aux Jeux du cirque. Il ne manque que la mise à mort qui pour l'instant n'est qu'accidentnelle sur les stades. Le jour où elle sera autorisée à faudra construire des centaines de stades avec des milliers de spectateurs pour chacun d'eux. Utopie ? Si parlant d'un futur empire romain on avait dit à nos ancêtres des cavernes qu'un jour des hommes s'entreterraient dans une arène pour le seul plaisir de gavés, eux qui ne voyaient que la lutte pour l'existence auraient crié à l'utopie. Et pourtant.

Mais l'Etat encourage le sport parce qu'il sait que c'est une façon d'enrichir la jeunesse. Que reste-t-il donc aux jeunes ? Il reste les groupements du genre A. J. (Auberges de la Jeunesse). Malheureusement, pour ce mouvement l'Etat ne rapporte guère d'aide. Je prends comme exemple une ville de la Riviera, Riviera qui cependant est un lieu de préférence pour les vacances. Nîce est en train de dépasser des millions pour la restauration d'un seul terrain de football alors que son A.J. est dans un état lamentable. 25.000 spectateurs pourront venir « admirer » 22 joueurs chaque dimanche. Nîce n'a pas davantage de terrain de camping aménagé... alors que des centaines et des centaines de jeunes des classes prolétariennes sont venus cette année encore, essayer de trouver 3 mètres carrés de sol pour y dresser leur tente. Par contre des hectares et des hectares « de Riviera » sont la propriété de ces messieurs les richissimes « rois du pétrole » ou autres trusts de même nature capitaliste. Non, l'Etat ne veut pas que les jeunes de chez nous puissent se documenter, respirer, vivre. Il avait cependant une bonne occasion de le montrer depuis dix ans : régime « Front Populaire », régime « Pétain », Libération, municipalités communiste, puis socialiste, puis réactionnaire, pour Nîce par exemple. La preuve est facile, que les soient l'Etat et la formule de cet Etat, la jeunesse doit rester contrôlée, enrégimentée, enfermée dans un certain cadre.

Or, il faut que cette jeunesse se libère. Et c'est à nous à lui dire la vérité, toute la vérité. Le sport dans sa conception actuelle est faussé. Il est une des formes camouflées du dressage : il est le cabotinage même, il est l'exploitation financière des qualités physiques de quelques athlètes, il est aussi l'exploitation de badoads. Et l'Etat encourage ces rassemblements. Parce qu'il sait éventuellement utiliser la psychose des foules, de ces foules quelles qu'elles soient, pourvu qu'elles soient disciplinées. Des ces foules qui savent aussi bien applaudir à un résultat sportif qu'à un passage de ministre, à un discours de Gaulle, à une pérégrination de Thorez...

Le sport dans sa conception actuelle : un emprisonnement. Un emprisonnement par des règles de jeu, par un siège d'arbitre, par un tracé sur un terrain, par une foule qui hurle ou qui applaudit, par une tenue qui rappelle l'uniforme, avec une licence obligatoire, par une « catégorie » à respecter.

Le sport est un moyen de diviser les classes. La F.S.G.T., les patronages, l'U.F.O.L.E.P., L.O.S.S.U., le F.F. ceci, la F.F. cela. Car, suivant la tendance du moment, le gouvernement subventionne plus ou moins celle-ci ou celle-là de ces fédérations.

Le sport dans sa conception actuelle est anti-physiologique. Notre siècle est celui du sport à outrance. Et cependant les résultats des conseils de révision sont de plus en plus lamentables. Les dénominations physiques sont signalées de partout.

Que reste-t-il du sport ?

Il reste des dirigeants qui sollicitent des médailles, des entrepreneurs de spectacles qui remplissent leurs poches, des foules qu'on rassemble, des millions de subventions dépensées à des fins inutiles, une certaine quantité de sportifs « disciplinés », habitués à obéir.

Aurons-nous un camarade au Gouvernement ? Celui qui a décidé que « Jeunesse et Sports » serait à l'avvenir la dénomination de l'administration officielle chargée de l'affaire des jeunes. J'aurais plutôt tendance à croire à une subconscience réalité de sa part. La jeunesse est en marche. Au grand désespoir des trusts du sport de spectacle, les jeunes sont partis vers les A.J. Ils y vont de plus en plus nombreux. Parce que c'est là qu'ils sentent venir l'épanouissement de leur personnalité humaine. Parce que c'est là qu'ils se sentent dégagés au maximum de l'emprise de la société actuelle. Parce que c'est là qu'ils se forment une âme saine, libre, dans l'utilitarisme et la poésie. Parce que c'est là qu'ils se sentent dégagés de tout félicitisme, sans Dieu ni maître.

GINO.

QUEUILLE dans les choux

(Suite de la 1^{re} page)

s'écroulent. Un grain de sable y suffit souvent.

Reste à savoir également si les peuples accepteront, encore une fois d'être, les jouets des deux rivaux en présence ?

ERIC-ALBERT.

Madagascar

(Suite de la 1^{re} page)

des hommes de couleur. Six hommes vont mourir parce qu'ils ainsai en a décidé l'appareil aveugle, irresponsable, de l'Etat.

*

*

*

Alors apparaitra le gouvernement de « salut public », les décret-lois, le renforcement de la police, éventuellement le rappel de quelques classes et, ainsi, la « légalité » sera légalement reléguée aux accessoires.

*

*

*

On peut même avancer que ce sera une économie à caractère nettement autoritaire.

*

*

*

Dès lors l'Amérique sera abasourdie dans ses deux bastions principaux, la France et l'Espagne, de toute ingérence communiste.

*

*

*

Le bloc européen n'en sera pas pour autant plus fort, militairement, mais offrira un débouché plus sûr aux stocks américains.

*

*

*

Six hommes vont mourir. C'est trop peu, murmure-t-on dans les milieux coloniaux de l'Ile Heureuse. C'est scandaleux, proclament les Stalinistes toujours prêts à utiliser toute chose en faveur de leur propagande. Cela nous met dans de beaux draps, soupirent les socialistes. Verdict : équitable, opinent dignement les lecteurs du « Monde » : six hommes c'est assez pour l'exemple, un verdict plus sévère aurait risqué de tout compromettre.

*

*

*

Un seul journal — et qui vient de disparaître — « Une semaine dans le Monde » — s'est élevé contre le tortionnaire Baron qui a supplicié sauvagement Rakotovao Martin !

*

*

*

Et nulla part est un cri, un cri en faveur de l'HOMME, de l'homme de chair qui démarre le boureau, au milieu de l'indifférence générale, va décaper.

*

*

*

Ce cri, nous, anarchistes, nous le pouvons, à propos d'opportunité, mais pas de grande facilité d'agitation sociale.

*

*

*

Pourtant cela ne suffit pas. Nous voulons aller plus loin. C'est l'absurdité fondamentale de la société actuelle qui nous pousse à aller plus fort, militairement, mais offrira un débouché plus sûr aux stocks américains.

*

*

*

Un gouvernement gaulliste fera beaucoup pour nous. Nous voulons aller plus loin. C'est l'absurdité fondamentale de la société actuelle qui nous pousse à aller plus fort, militairement, mais offrira un débouché plus sûr aux stocks américains.

*

CULTURE ET RÉVOLUTION

L'homme et la hiérarchie

ÉCRASE depuis des millénaires, habitué à obéir à tous ceux qui ont agité la volonté de Dieu ou le respect des lois, l'homme a peur de sa liberté. L'homme totalement égare loin de sa tribu dans les forêts aux grands fauves.

La famille a été le moule étiqueté où l'on a combattu toutes ses initiatives, brisé son individualité. On en a fait un être passif, une chose. L'homme, perdu dans la jungle de l'existence, ne connaît plus sa sécurité que comme la soumission à un puissant protecteur, Dieu, chef ou Etat.

C'est pourquoi les partis politiques, hiérarchisés et centralisés, lui apparaissent souvent comme l'instrument naturel de la conquête d'une existence meilleure. Perdu devant la possibilité d'être libre, effaré par la nécessité d'être une perpétuelle source d'initiative, l'homme cède sa liberté au parti tout en lui demandant de la lui conquérir !

Ecrasé par la hiérarchie sociale, l'infantilisme de l'homme l'amène à se réfugier sous la hiérarchie du parti. Certes, il n'hésitera pas à sacrifier son existence même, dans bien des cas, au triomphe du parti : ce n'est pas la lâcheté devant la mort, qui lui a fait rechercher cette subordination. C'est plus grave encore : l'homme ne saura, pas mourir pour sa propre liberté, sa liberté qu'il peut chercher à arracher dès aujourd'hui. L'homme ne saura et ne voudra mourir que pour la dictature d'une hiérarchie qui lui promet la liberté s'il veut bien la lui abandonner.

Car l'homme s'est mystifié lui-même : il veut la liberté, et en même temps il en a peur. Il désire combattre pour elle, mais il la craint. Alors, il a inventé un mythe pour concilier ces incompatibles : la liberté ne sera pas pour tout de suite (ce qui calme sa crainte) ; mais, s'il l'abandonne au parti hiérarchisé, c'est le parti qui conquerra sa liberté (ce qui satisfait son désir de travailler pour elle). C'est le mythe du Parti.

Ainsi l'homme infantile refuse d'être le responsable permanent de la conquête de sa propre liberté, et adhère-t-il au parti hiérarchisé.

La hiérarchie du parti vit de son existence propre. Les hiérarques ne sont pas plus des hommes libres que la base qu'ils dominent. Car le centralisme du parti les oblige à mener une véritable lutte pour le pouvoir au sein de l'instance suprême du parti s'ils veulent que leurs idées subissent l'épreuve de l'expérience pratique. Leurs thèses ne seront sérieusement examinées que si elles s'emparent des leviers de commande. Les fractions se ront et se défont ; des alliances louches se nouent entre hiérarques minoritaires pour conquérir le sommet du parti. La base est employée dans le combat comme un pion sur un échiquier.

Le régime des fract'ons dans le parti oblige les hiérarques à modérer l'organisation des tendances sur celle du parti : de nouvelles hiérarchies intérieures. La mentalité des hommes subit l'impression de leur lutte bureaucratique ; tous les problèmes ne leurs semblent plus pouvoir être résolus que bureaucratiquement.

La question sociale ne leur semble plus qu'une affaire de conquête du pouvoir par la hiérarchie et les bureaux disciplinaires.

Se croient seuls capables de résoudre les problèmes, la hiérarchie méprise la base. En même temps, sa suffisance orgueilleuse se porte à faire du parti la valeur suprême. Car « il est vrai que nous les hiérarques sommes conscientes des intérêts des masses, seuls capables d'une action pour le bien des masses, le parti devient tout et la masse elle-même est mineure, irresponsable, veule, lâche, imbecile. Dans ce cas, que faire de ses volontés ? Les briser, si le parti est assez fort, les trahir dans l'autre cas. »

C'est pourquoi l'Anarchisme est un combat sur tous les plans, une revendication de l'homme total.

à travers des combats qu'il a cru mener pour sa liberté, la source profonde de la nouvelle dictature totalitaire.

C'est pourquoi, le combat purement politique contre les ennemis de la liberté de l'homme demeure insuffisant. Il faut s'attaquer à cette source profonde de l'infantilisme humain, à toutes ces habitudes, ces institutions qui privent l'homme de son initiative, de sa responsabilité devant lui-même. La famille, l'Etat, la patrie, la loi, les tabous sexuels, la religion, autant de racines de l'infantilisme qui doivent être coupées. Ou bien, si l'homme demeure infantile, toute son action de libération aboutira qu'à de nouvelles dictatures.

C'est pourquoi l'Anarchisme est un combat sur tous les plans, une revendication de l'homme total.

MICHEL.

JULES VALLES

UN ÉCRIVAIN, UN RÉFRACTAIRE, UN INSURGÉ

Né au Pay le 11 juin 1832, Jules Vallès commence ses premières œuvres en 1857, au « Figaro » : « Je tailles, écrivai-je, mon crayon pointu ; il enterra comme un stylo de Catalan dans le ventre des millions compromis et clouera l'oreille des frères au milieu de la page, comme l'épingle de Tulle... »

C'est pourquoi les hiérarques ont inventé le qualificatif de « objectivement contre-révolutionnaire » pour détruire et liquider les parts rivales et ceux qui se refusent à concevoir la société libre comme une dictature du parti.

Les hiérarques ont substitué aux idées révolutionnaires spontanées des éléments de la liberté de la base la nouvelle idéologie totalitaire. Les anciens mots ont changé de contenu : la pensée de l'homme est devenu arsenal réellement mystique, de la dictature.

Ainsi, l'infantilisme de l'homme a été,

fut marqué au fer rouge de la haine des coutumes, des traditions, des usages qui personnaient pour lui tout le système d'oppression d'une société bourgeoisie et pourrisse.

Il lit encore avec profit les livres de Vallès, ses « Réfractaires » empreints de révolte et de vérité, ses « Hommes et Pantins ». On connaît encore « La Rue », « Un gentilhomme », « Les enfants du peuple », « L'Étudiant pauvre », mais c'est surtout sa trilogie magnifique et vengeresse de « Jacques Vingras » qui transmet à la postérité le nom de Vallès. Humilié, battu, bafoué, rossé, interné, tel à grand'peine le petit Vingras et, en 1879, Jules Vallès publia « L'Enfant ». Un livre humain, sincère, naïf et poignant. La vie familiale ? Les joies familiales ? Vallès a trop souffert pour se poser en défenseur du foyer et de la tradition. L'enfant est à la merci des parents, bêtes ou féroces, de ceux dont l'engendré ou de ceux qui l'élevaient, et il faudra que le Code soit déchiré pour que cela change ! précise Vallès qui se pose en défenseur de la liberté de l'enfant.

Dans « Le bachelier » paru en 1881, Vallès, ancien « professeur à dix sous le cachet et pion chez les marchands de soupe », se révolte contre les institutions et les méthodes scolastiques qui abîment l'adolescent, les établissements qui l'encaissent et les principes sacro-saints qui l'avaient en attendant de le laisser crever de faim.

Et c'est, dans « L'Insurgé » paru en 1886, l'ardente passion de « tous ceux qui victimes de l'injustice sociale, prirent les armes contre un monde mal fait et formé », sous le drapeau de la Commune, la grande Fédération des douleurs.

Aujourd'hui, Vallès demeure encore un réfractaire. Il est, pour les bourgeois bedonnants et prostitués, la personnalité

cation d'un monde de révolte et de justice. Et, malgré cela, ou peut-être à cause de cela il est lui-même classé dans « les petits bourgeois » par les tenants de l'idéologie stalinienne pour lesquels le sens moutonnier n'a de comparable que leur arturisme.

Et bien, out, c'est exact ! Si Vallès était aujourd'hui vivant, il ne serait certainement pas sous la bannière bonapartiste de M. François Mauriac et il mépriserait tout autant l'engagement politico-érotique de Louis Aragon et d'Elsa. Vallès ne serait pas l'homme d'un parti. Parce qu'il est, want tout, l'homme de la révolte et du refus !

Vallès ? Rappelons que dans « La Rue », il signalait, dans un article « comme forceurs ou fusilleurs futurs, les députés de Paris ! »

Qu'on nous entende bien, nous ne voulons pas jeter les bases d'une littérature anarchiste. Il n'y aura pas de littérature anarchiste, il n'y aura qu'une littérature libertaire, c'est-à-dire dans la Liberté ! Et pourtant, il y a bien deux catégories de littérateurs. Les arrivistes, ceux qui aspirent aux honneurs, aux salons, aux décorations, aux louanges, au Parnasse littéraire et mondain. Et les autres, ceux qui n'ont jamais croqué dans une Académie, ceux qui ont choisi le camp des pauvres, ceux qui ne se lèvent pas en écoutant la « Marseillaise ». Laissons parler Vallès.

« Elle me fait horreur, voter « Maréchal » de maintenant ! Elle est dénuée d'un caractère d'Etat. Elle n'entraîne point des volontaires, elle mène des troupes. Ce n'est pas le tocsin sonné par le véritable enthousiasme, c'est le tintement de la cloche au cou des bestiaux ! »

Aujourd'hui, Vallès demeure encore un réfractaire. Il est, pour les bourgeois bedonnants et prostitués, la personnalité

L'art et la liberté

LA BONNE VIE (II)

L'art est un divertissement majeur, dont les deux pôles d'activité sont l'imitation et la création. Il est lui aussi, comme tout jeu, amateur par nature. On dessine, on chante, on danse d'abord par plaisir. Ça commence toujours ainsi. Ça continue par des succès qui chatouillent l'amour-propre. Ça finit par se monnayer. Voilà le processus général.

Une fois de plus la recherche du profit corrompt l'acte pur. Le capitalisme marque son empreinte. L'artiste prostitue donc son talent, comme le mineur prostitué ses bras, le footballeur ses jambes, la fille de joie son sexe.

A partir de ce moment, c'en est fait. Il a perdu sa liberté, et son art aussi est perdu.

S'il est vrai qu'il y a 40.000 peintres

en France — n'y en aurait-il que

la moitié ça ne changerait pas grand chose — on voit tout de suite qu'il n'en peut être autrement. L'offre dépasse de beaucoup la demande. Et dans cette foire où le chaland distingue assez mal l'œuvre sincère, vive et forte, du chrome, de la croute ou de la farce, le nivellement s'opère à un taux peu élevé, le cultivateur de navets y trouve fréquemment son compte, tandis que l'artiste véritable travaille quasi toujours au rabais.

Il y a deux espèces de gens qui font de la peinture :

1° Ceux qui ne peuvent pas s'en empêcher ;

2° Les autres.

Ces autres ne sont guère à plaindre, ni à défendre. Ce sont des dilettantes, des amateurs, des semi-professionnels.

Ils sont généralement bien équilibrés, ce sont des modestes ou des sages, ils n'ont jamais osé la grande aventure ; ils ne vivent pas de peinture, ils peignent selon le loisir, ils vendent selon l'occasion. N'étant pas envoutés, ils ne sont la proie ni de l'art, ni du mercantile, ils sont — les heureux — libres d'un talent qui ne saurait atteindre la grande classe — sauf rare exception.

Dans la première catégorie seulement, celle des mordus, commence le drame. C'est l'espèce intéressante, pourvue de plus fort pourcentage de personnalité, d'artistes qui se croient, à tort ou à raison, marqués du sceau divin.

Certes, dans cette espèce, il est des individus qui peignent autant qu'il leur plaît et dont la matérielle est largement assurée.

Il y a le petit lot de ceux qui ont eu la chance d'avoir des parents nés avant eux. Des veinards, auxquels des revenus suffisants permettent de s'épanouir en beauté.

Il y a le petit lot de ceux qui ont la forte cote à la bourse des valeurs sur le toile. Autres veinards, qui ont tiré le bon numéro. Car il s'agit bien d'une loterie, dont quelques marchands de tableaux tournent la roue. Combien sont-ils ces parvenus ? 15, 20, 30 ? Leur nombre est forcément restreint, la clientèle très riche l'étant aussi, et en ce qui concerne ce débouché maison, on sait que les vivants sont sérieusement concurrencés par les morts. Les marchands régulent donc le marché comme il se doit. Les heureux gagnants n'ont introduits qu'après une prudente et toute commerciale estimation. Il est nécessaire que la production en cours soit absorbée par la vente des capitaux probables, qui varie avec les fluctuations économiques.

Les artistes, ceux qui ont la chance. Ils ont réussi la loterie d'arriver chez les meilleurs, ceux qui sont vraiment libres de leur art et s'ils le faisaient, ils auraient raison.

Quelques-uns sont des seigneurs. Ils tiennent la vedette comme les Hollywood stars ou les champions du monde. Ils peuvent tout se permettre, même, s'ils le veulent, de défigurer dans leurs draps et de les monter sur châssis, à condition d'apposer leur signature. Je veux dire par là qu'ils sont vraiment libres de leur art et s'ils le faisaient, ils auraient raison.

Donner du caca pour de l'or, quelle magnifique revanche ! Ils sont probablement tous des types de valeur, croyns-le bien. Mais s'ils sont « arrivés », au sens matérialiste du mot — après quelques concessions naguère ? — ont-ils tous absolument suivi la voie de leurs aspirations profondes, se sont-ils bien réalisés, n'ont-ils pas dévié au temps de leur esclavage sous le joug des nécessités vitales, ont-ils produit leur œuvre véritable ? Si si elle a été perdue en route, n'a-t-il pas été trop tard pour la retrouver ?

K. DUVAL.

porte ? Tant mieux si la bourgeoisie chauvine et les « révolutionnaires professionnels » considèrent son œuvre comme un danger ! Car Vallès écrivain, réfractaire et insurgé, est toujours, aujourd'hui comme hier, dans le camp des pauvres, avec ce peuple qu'il n'a jamais renié et qu'il a servi avec son cœur, sa plume et son fusil !

Gilbert LAMIREAU.

LUTTES OUVRIÈRES DANS LE MONDE

Nouvelles de Grande-Bretagne

Le Congrès des Trade-Unions

CRIA. — Au sujet du Congrès Syndical tenu au début de septembre à Matgate, Freedom écrit :

Tout le monde semble enchanté du résultat, le gouvernement a obtenu le soutien de sa politique, les patrons l'assurance qu'aucun effort ne sera fait pour la limitation légale de leurs bénéfices, et les chefs travailleurs eux-mêmes ont obtenu une démonstration de loyauté pour la réputation des « grèves sauvages ». Nous avons une fois de plus assisté à un Congrès syndical représentant huit millions de travailleurs anglais et se conduisant comme si la fâche qu'on lui avait confiée était de défendre l'inégalité, l'oppression et la misère dont les travailleurs sont victimes.

La présidente, Miss Florence Hancock, déclara dans son discours d'ouverture que la question cruciale était le redressement national et l'exportation massive des produits anglais.

Sir Stafford Cripps déclara carrément que le niveau des salaires ne serait pas augmenté, même si les ouvriers le méritaient par leur effort de rendement. Shinwell proclama, au nom du Labour-Party, la suprématie de l'intérêt général (en régime capitaliste), c'est-à-dire « le bien-être du public » (non compris, pro-

La Voix de son Maître

L'ENTREVUE Franco-Don Juan — le dictateur et l'héritier présomptif de la couronne — à bord de l'Aior (au nom prédestiné), dans les eaux de la mer Cantabrique, marquent une étape de plus dans l'évolution de la monarchie espagnole vers une solution de compromis avec le caudillisme. Béni par Pie XII à Rome, appuyé par les U.S.A. depuis son entrée à Londres de la confiance de certaines

« personnalités » britanniques, le fils d'Alphonse XIII, avant de revenir à sa résidence portugaise, a offert ses services à Franco, comme il les avait offerts à Mola en 1936. Ainsi s'écroule la légende de « l'antifrançais » de Don Juan, et s'affirme la rupture avec la prétendue « politique de pacification » qui traçait le manifeste de mars 1946. Ainsi s'écroulent les espoirs fondés par une certaine émigration politique, sur la possibilité d'une col-

aboration, d'une « Union Nationale », avec des éléments pseudo-démocratiques du parti monarchiste espagnol. C'est pourtant le moment que choisit José María Aguirre, dans les colonnes du journal *El Socialista*, pour tresser des couronnes à la politique du Vatican et se prosterner aux pieds du pape !

Le « protocole » entre Franco et Peron reste en panne. Selon des nouvelles de Madrid, la radio de Tarragone, en Catalogne — qui devait être transformée en port franc pour l'Argentine dans les eaux méditerranéennes — serait attribuée définitivement aux U.S.A. pour y installer un port franc pour leur flotte pépinière, comme celui sur la route du Moyen-Orient.

A cet effet, un accord a été signé à New-York entre le groupe espagnol Lui-Casse et le groupe Standard Oil California et Texas. Les premiers auraient 48 %, les seconds 52 % de participation. L'accord porteraient en outre sur la gestion commune de la raffinerie en voie de construction pour l'Etat espagnol de Carthagène.

Les élections municipales espagnoles

Pour mesurer le caractère de farce sinistre des élections « démocratiques » du régime de Franco, il importe de se rappeler :

1° Que les alcaldes (maires) sévont nommés par le ministre de l'Intérieur dans les villes de plus de 10.000 habitants et par le gouverneur civil dans les autres municipalités.

2° Que les conseils municipaux sont tripartites : un tiers étant nommé par les chefs de famille pouvoirs du droit de vote, un second tiers par les représentants des syndicats (officiels), un troisième par les groupements culturels, économiques et professionnels, sur liste proposée par le gouverneur civil.

3° Que les ex-condamnés politiques ayant encouru un an et un jour de prison (ou davantage) restent exclus du scrutin : on sait que cette catégorie embrasse, en Espagne, des centaines de milliers de personnes.

(Communiqué par la Cria.)

La permanence de la CRIA est assurée de 15 heures à 19 heures, tous les mardis et vendredis.

D'après une dépêche du Caire, les Etats de la Ligue arabe se retirent de l'O.N.U. si cet organisme donne suite à la demande d'adhésion de l'Etat juif.

Les fonctionnaires tunisiens, réunis le 7 août dernier à l'appel de leurs syndicats, constatent que les Tunisiens sont pratiquement exclus d'un grand nombre de concours officiels.

La Libye apprendra-t-elle par moi aux Anglais par moi aux Italiens ou aux Russes

AUX COMBATTANTS
anciens
et présents

(Suite de la 1^e page)

Il y a pourtant des communiqués. Dans la presse et sur les murs, par la voix des « responsables » et dans les tractes. Des communiqués si nombreux qu'il doit bien y avoir une parcelle de vrai dans tout cela.

S'il se bat, c'est qu'il veut quelque chose, c'est qu'il espère que l'on tiendra compte qu'il est dans la bagarre, et que la fin de la bataille lui donnera un peu de ce qu'il demande : soit mettre un coup et vivre tranquille, ne pas voir les uns s'empêtrer et lui mesurer la longueur du casse-croute, ne pas être relégué dans les quartiers tristes quand il y a de si belles avenues bien aérées, ne pas être méprisé parce qu'il est ouvrier.

Mais voilà, ces mouvements où il participe, ou auxquels ne participe pas (le délégué n'a pas encore donné l'ordre, mais il a dit de se tenir prêts), c'est commandé par qui ?

C'est l'intérêt du prolétariat il paraît. Mais enfin, il en fait partie du prolétariat et on ne lui demande jamais son avis. Quand il le donne, on lui dit qu'il n'y comprend rien.

Même le délégué ne commande rien, car lui aussi attend qu'on lui fasse signe. Et le secrétaire de la Fédération déclare qu'il est le Bureau confédéral, lui, sait ce qu'il fait, et que si tout le monde se mettait à commander ça deviendrait la pagaille.

La pagaille existe bien. Mais elle est le fruit d'une belle organisation.

*

Le combattant de 14 ou de 39 comprend parfaitement. Les gars, eux aussi, croyaient se battre pour quelque chose de clair : la défense du pays, ou de la famille, ou de la paix. Mais à l'expérience cela ressemblait fort à se battre pour d'autres. Pour que l'industrie d'exportation puisse avoir des marchés par exemple. Ou pour que les matières premières du voisin, ou des colonies, puissent être utilisées par les usines d'ici.

Quant à la stratégie, ça ne dépendait pas beaucoup du terrain, mais bien plus de l'appétit de galons des gradés, ou de l'influence qu'un bon coup de chien pouvait avoir sur un emprunt en train d'être négocié.

Il y avait bien quelques soldats qui la ramenaient et demandaient le droit de s'occuper un peu de ce que devenait leur peau. Mais alors pas d'histoire, c'était une révolte qu'il fallait mater, une attente à la sainte discipline qui fait la force des armes. A fusiller, ces gars-là, ou à faire bouillir dans une expédition dangereuse !

Ici, dans la mèche sociale, c'est plutôt pareil. Ceux qui essaient de comprendre, ce sont des vendus, des lâches et des trahis. Si on ne les fusille pas, c'est que les « lendemains qui chantent » ne sont pas encore venus. Il ne perd rien pour attendre.

*

Et pourtant il y a eu, il y a et il y aura encore des soldats qui veulent savoir et des grévistes qui veulent comprendre. Savoir pourquoi ils se battent, savoir pourquoi ils font la grève.

Et il y a ceux qui ne bouffent pas y bouffent, qui ne veulent pas y bouffer. Si peu lâches qu'ils osent crier ce qu'ils pensent face à ceux qui possèdent la trique. Si peu traîtres qu'ils refusent, ayant compris, de demeurer avec ceux qui gagnent décorations et récompenses avec la peau et la souffrance de leurs frères, et qu'il préfère ceux d'en bas, même si ceux d'en bas sont des cons.

Les révoltes de 1917, en France, la démobilisation « avec les pieds », en Russie, sont sorties de ces gars-là.

Hein, alors si ?...

Si nous, qui sommes les bêtes à discours, les lecteurs de communiqués, la pâte à états-majors, nous nous passions des discours, des communiqués et des états-majors ?...

Si nous nous battons pour nous-mêmes ? Ils auraient bonne mine, les états-majors. Ils seraient fins les Jeanne d'Arc-de Gaulle et les Thorez-chef général...

Un P.C.D.F.

C. N. T.

COMMUNIQUÉ
à la Presse

Le Bureau de la Confédération Nationale du Travail élève une protestation véhément contre l'utilisation des forces répressives, dans les conflits du travail, pour briser des mouvements de grève suscités par la misère dans laquelle les travailleurs se débattent. Il sauve les victimes ouvrières de ce sauvage attentat contre le droit de grève, reconnu par la Constitution, mais bafoué selon les intérêts du moment.

Il engage ses militants et les organisations Confédérées à déjouer les provocations, d'où qu'elles viennent et à faire preuve de la plus grande combativité pour le triomphe des revendications de la classe ouvrière.

LE BUREAU CONFÉDÉRAL
DE LA C.N.T.

Réunions Publiques et Contradictoires
Fédération Anarchiste

2^e REGION

PARIS 5^e et 6^e, Palais de la Mutualité (salle EGC, 2^e étage), métro : Maubert-Mutualité.

Vendredi 15 octobre à 20 h. 45

Nous nous refusons à la guerre

Par FONTAINE

PARIS-EST, 41, rue Petion, métro Voltaire.

Vendredi 15 octobre, à 20 h. 30

Le Communisme libertaire

Orateur : Jacques BAUMEL

LE LIBERTAIRE
ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

La grève du Livre est terminée

La grève générale des industries du Livre s'est terminée le jeudi 7 octobre au matin par une victoire dont aucun journal n'a parlé, victoire ternie par une faute aux conséquences encore indéterminées et que nous prévoyons la semaine dernière dans LE LIBERTAIRE.

Exammons l'actif.

Les travailleurs du Livre obtiennent 25,6 0/0 réclamés par une réévaluation du prix de leur point (0,92 devient 1) et l'incorporation dans leur prix de l'heure de tous les « avantages » gouvernementaux. Premier point satisfait.

Le second — qui était en réalité le premier par son importance — est également satisfait par le paragraphe I du protocole d'accord signé et ainsi concu : « Une réunion aura lieu « au moins » tous les trois mois entre les organisations patronales et ouvrières en vue d'examiner TOUS les problèmes intéressant la corporation, y compris LES CONDITIONS DES TRAVAILLEURS DU LIVRE » (1). Texte volontairement alambiqué, PARAIT-il, les patrons ne pouvant écrire pour insertion, après contrôle des responsables du Comité Central de grève, par votre serviteur chargé de cette besogne triste et amusante à la fois. Et ceci mérite au moins cela : oui ou non, les syndicats du Livre ont-ils le droit de s'exprimer dans un organe qui, après tout, me vit pour une part que de leur obbole comme celle de leurs autres camarades de misère ? Paient-ils, oui ou non, une cotisation leur donnant droit de regard au même titre que les métallurgiques ou les cheminots ? Ah ! comme les colonnes du PEUPLE s'ouvraient grandes si un Croizat quelconque déclarait, tout comme lors des grèves de la presse en 1946, les traiter d'« aristocrates » et de « nouveaux riches » ! Les papiers de la « grande » C.G.T. ne comptabilisent-ils pas les 65.000 cartes du Livre pour éblouir les « scissionnistes » et autres « agents des trusts » ? L'Union des Syndicats de la Région parisienne et le Comité confédéral ne font-ils pas prendre en charge aux « bons syndiqués » du Livre un bon petit Noir national-communiste à souhait convoqué du fin fond de sa brousse (Togo) pour assurer une voix de plus à la majorité « délinante » ? Dix-neuf lignes pour une grève de douze jours — et victorieuse — dans l'organigramme confédéral ! Et pourtant, de quel poidi-joueraut, dans l'issue des conflits actuels et futurs, le paragraphe I de l'accord signé dans le Livre, s'il venait à être diffusé comme il le mérite ! Mais la victoire du Livre, mes camarades, divulgée, propagée, citée en exemple, serait l'Apocalypse pour ces messieurs les ronds-de-cuir, pour ces maîtres de la Haute Stratégie, pour ces pions de la politique, puisque acquise par des syndiqués suffisamment éclairés pour

Livre, grève aux objectifs apolitiques s'il en fut et « au finish », s'est vu occire 19 petites lignes dans la page 4 « La vie sociale ». Dix-neuf petites lignes écrasées par des énormes articles d'organisation, parfaitement inutiles puisque le Congrès est FAIT d'avance ; dix-neuf petites lignes imprévisibles « à la 4 » alors que les 25.000 ouvriers, en lutte pour quelque chose qui en valait la peine mériteraient la première page au même titre que leurs camarades mineurs ; dix-neuf misérables lignes enfin alors qu'un article substantiel et parfaitement lisible traduire neutre — par les lecteurs du PEUPLE avait été fourni pour insertion, après contrôle des responsables du Comité Central de grève, par votre serviteur chargé de cette besogne triste et amusante à la fois. Et ceci mérite au moins cela : oui ou non, les syndicats du Livre ont-ils le droit de s'exprimer dans un organe qui, après tout, me vit pour une part que de leur obbole comme celle de leurs autres camarades de misère ? Paient-ils, oui ou non, une cotisation leur donnant droit de regard au même titre que les métallurgiques ou les cheminots ? Ah ! comme les colonnes du PEUPLE s'ouvraient

n'attachent aucune valeur aux grands mots de Gouvernement, d'Etat, de loi (5), suffisamment éclairés ET AVERTIS pour n'avoir lutte que pour des revendications tangibles et non pour de trompeuses considérations politico-débrouillantes. Divulguer la victoire des ouvriers du Livre serait vraiment vouloir pourrir la poule aux œufs d'or et c'est pourquoi la consigne du silence a partout été observée, pourquin l'HUMANITE n'annonçait la fin du conflit que sous lignes maigriochones et pâles que l'ouvrier fatigué ne lit pas parce qu'aucun titre ne les chapeaute. La majorité des ouvriers du Livre n'étaient pas nationale-communiste, la majorité de la direction du syndicat n'ébissaient pas aux domestiques du Kremlin, LA

VIE OUVRIERE

« oublie » le mouvement déclenché, aujourd'hui victorieux. Disons tout de suite qu'un grand nombre de responsables de l'Union des Syndicats de la R.P. (communiste) avaient cependant contacté les grévistes, tant au stade local que régional, et que des rapports circonspectifs ont dû affluer rue La Fayette confondant tous les papes et sous-papes. C'est ainsi que nous vîmes l'inéfable Montjauvis, préfet détrôné, député par intérim, secrétaire de la dite Union des Syndicats, en tête et en pied, venir dire à la turbulente assemblée des grévistes que « Nous ne sommes pas prêts pour la grève générale ». Ce qui est pour le moins cocasse lorsqu'on s'adresse à des gars en pleine bagarre...

Ce silence et ces paroles, nous nous en souviendrons, mes camarades du Livre et d'ailleurs. Et ceci encore est source d'enseignements...

J. BOUCHER.

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) Sous le prétexte que les patrons brochures-relieurs ne sont pas adhérents à l'Union Parisienne des Maîtres-Imprimeurs.

(3) Voir Libertaire du 8-10-48.

(4) Notons également que les employés du Livre et les manœuvres (syndicat du Papier-Carton) sont dans la même situation que les brochures et relieurs.

(5) Leurs propositions ne tenaient pas compte des décrets gouvernementaux.

La malfaissance de L'ETAT-PATRON

Dans Avion tout vibrant de douleur et d'indignation, le bassin minier a fait d'imposantes funérailles aux victimes de la catastrophe de l'Avion. Nous rendons hommage à nos camarades, morts victimes de la rapacité de l'Etat-Patron. Que leurs familles trouvent ici l'expression sincère de nos sentiments attristés et fraternelles.

Mais nous protestons avec indignation contre certains politiciens sans scrupules qui n'ont pas honte de se servir d'événements macabres à des fins de basse propagande. Au cours des funérailles des victimes d'Avion, Auguste Lecœur, ex-ministre communiste, et Henri Martel, secrétaire du Syndicat des mineurs (C.G.T.), déclarèrent : « Il n'y a pas accident, mais crime, et inviteront les mineurs à se battre pour exiger que l'Etat-patron accorde des pouvoirs plus étendus aux délégués-minieurs et remplace une direction incompetente par des ingénieurs et techniciens qualifiés.

Nous croyons nous souvenir que les communistes avaient géré cette branche d'activité de l'Etat-patron et rien n'a été changé. Pendant le ministère Lecœur, au début de l'année 1946, il y eut un accident semblable au n° 1 du groupe d'Oignies, accident qui coûta la vie à vingt et un mineurs. De quelle façon Lecœur a-t-il stigmatisé cet accident ?

Les mêmes directions incompetentes en place actuellement étaient les dirigeants de groupes sous le ministère Lecœur. Pourquoi Lecœur ne les a-t-il pas remplacées par des ingénieurs et techniciens qualifiés ?

Le délégué-minieur Joseph Lefebvre, des puits 4 et 4 bis des mines nationales du groupe de Liévin, constata dans son dernier rapport d'une visite réglementaire qu'il y avait beaucoup de poussières et que rien n'était fait pour les supprimer. Si le délégué n'a pas de pouvoir assez étendus pour intervenir, il a le devoir de mettre les ouvriers au courant de danger qui existe. Nous savons que le cahier de rapports est à la disposition des ouvriers, mais comment d'ouvriers le lisent ? Il fallait afficher le rapport du délégué et conseiller aux ouvriers de refuser de descendre tant que les mesures de sécurité n'étaient pas prises. Le délégué a-t-il mis son syndicat au courant de son rapport ? Si oui, ce syndicat est fautif de ne pas avoir appellé le personnel du puits à mener une action, obligeant la direction à prendre les mesures de sécurité utiles.

Camarades mineurs, les discours ne ressusciteront pas nos morts. À l'avenir, pour éviter de pareils accidents, passez à l'action : obligez vos syndicats à agir pour assurer votre sécurité.

LAUREYNS.

AVERTISSEMENTS aux SALOPARDS !

Est-ce au nom de la démocratie et de la liberté que le délégué mineur du groupe des Neufs-les-Mines René Dewaliers, veut empêcher nos camarades de faire de leur propagande et de vendre « Combat syndicaliste » ? C'est déclarer au petit pied, et mouchard par inclination naturelle, à ses camarades de déclencher une grève aux faire licencier, s'ils ne cessent leurs activités au sein de la F.A. ! Est-ce aussi au nom de la démocratie et de la liberté qu'à Libercourt nos affiches annonçant la réunion publique et contradictoire de notre camarade Joyeux, ont été lacérées ? Ces individus ont le courage de lacérer nos affiches mais non celui de venir porter la contradiction dans nos réunions ! Leur politique de compromission et de trahison de la classe ouvrière n'ayant plus aucun argument avouable.

Ces méthodes fascistes nous donnent un avantage dont de ce que nous réservons à l'avenir si ces « démocrates » arrivent au pouvoir ! Mais nous n'avons pas l'intention de nous laisser intimider par les menaces ! Nous réservons une volée de bois vert aux salopards qui chercheront à faire pression sur nos compagnons sous la menace ou la répression.

Pour que les enfants soient les enfants de tous, il importe qu'ils soient désirés de tous, et que tous aiment et seulement la charge de les nourrir mais le soient de leur élever, de les éduquer.

Or ces derniers, qui figurent aux programmes logés dans les associations familiales, réclament bien que les enfants soient à la charge de la collectivité, mais ils s'insurgent à l'idée que la collectivité (ce qui est tout le contraire), puisse se charger de veiller à leur éducation. On nous parle alors des droits imprescriptibles du père de famille !

Par ailleurs, élevés les enfants aux frais de la communauté ne doit pas suffire à enterrer la paix, la paix et l'ivrognerie de capitalistes inconscients, qui dépendent pour eux, au bistrot ou ailleurs, l'argent destiné à leur progéniture, laissant celle-ci, familière, racailleuse, abîmée, mener une vie misérable au ruisseau. C'est pourtant ce qui se voit trop souvent déjà grâce aux actuelles allocations familiales.

Il y a des médecins dans les associations familiales ! Ont-ils donc perdu cet esprit d'observation qui constitue la base même de la médecine ? S'ouvrir comment dans leurs tournées n'ont-ils pas vu ces fabricants de gosses « pour la prime », ces nichées de débiles, de névrosés, d'idiots et d'hérédos !

Peut-être leur vue est-elle obnubilée par les billets de banque qui sortent de la poche de leurs jeunes frères moins prolifiques, pour entrer dans la leur. Car, n'est-ce pas, un médecin, père de famille nombreux, installé depuis dix ou vingt ans, a besoin qu'on l'aide à nourrir ses rejetons !

Nous avons signalé le rôle essentiel que doivent jouer les allocations familiales dans la rationalisation de la loi d'airain.

Signalons en passant un autre rôle aussi important et aussi fâcheux : encourager à l'hypertonie : non seulement pour assurer la reproduction des esclaves, mais aussi pour fabriquer de la chair à canon et enfin pour permettre le déchéancement d'acheteurs nécessaires au maintien des bas salaires.

Que ce lacrymatoire entraîne une proportion anormale de pauvres types de débiles, de moutons, de dégénérés, qu'il permette une vie parasitaire à toute une vie humaine, cela n'est pas pour déplaire à nos maîtres, ils ont besoin d'esclaves dociles, d'hommes à tout faire, de bourgeois, de mouchards et de briseurs de grève. Pour prospérer sur la misère générale, nous avons besoin de pourriture.

Nous devons donc dénoncer cette duplicité. Nous devons mettre en garde le travailleur contre de prétendus avantages qui ne sont qu'autant de rivets à leurs fers.

Il est d'ailleurs d'autres cadeaux faits à la classe ouvrière qui répondent au même but : le travail aux pièces, les primes au rendement, le stakhanovisme, les heures supplémentaires, que notre Libertaire a déjà à maintes reprises dénoncées la « Sécurité Sociale », cette monumentale escroquerie doublée d'une machine policière de mise en carte, dont nous avons déjà parlé et sur laquelle je me propose de revenir un jour.

Le lieu de réclamer des allocations familiales, les travailleurs doivent exiger

s'unit pour que Maurice Lemaire aille rejoindre tous les gauleiters fascistes.

Lesquels sont d'autant plus nombreux qu'ils se déguisent sous des étiquettes « de gauche ».

SOURIANT.

POUR « LE LIBERTAIRE »